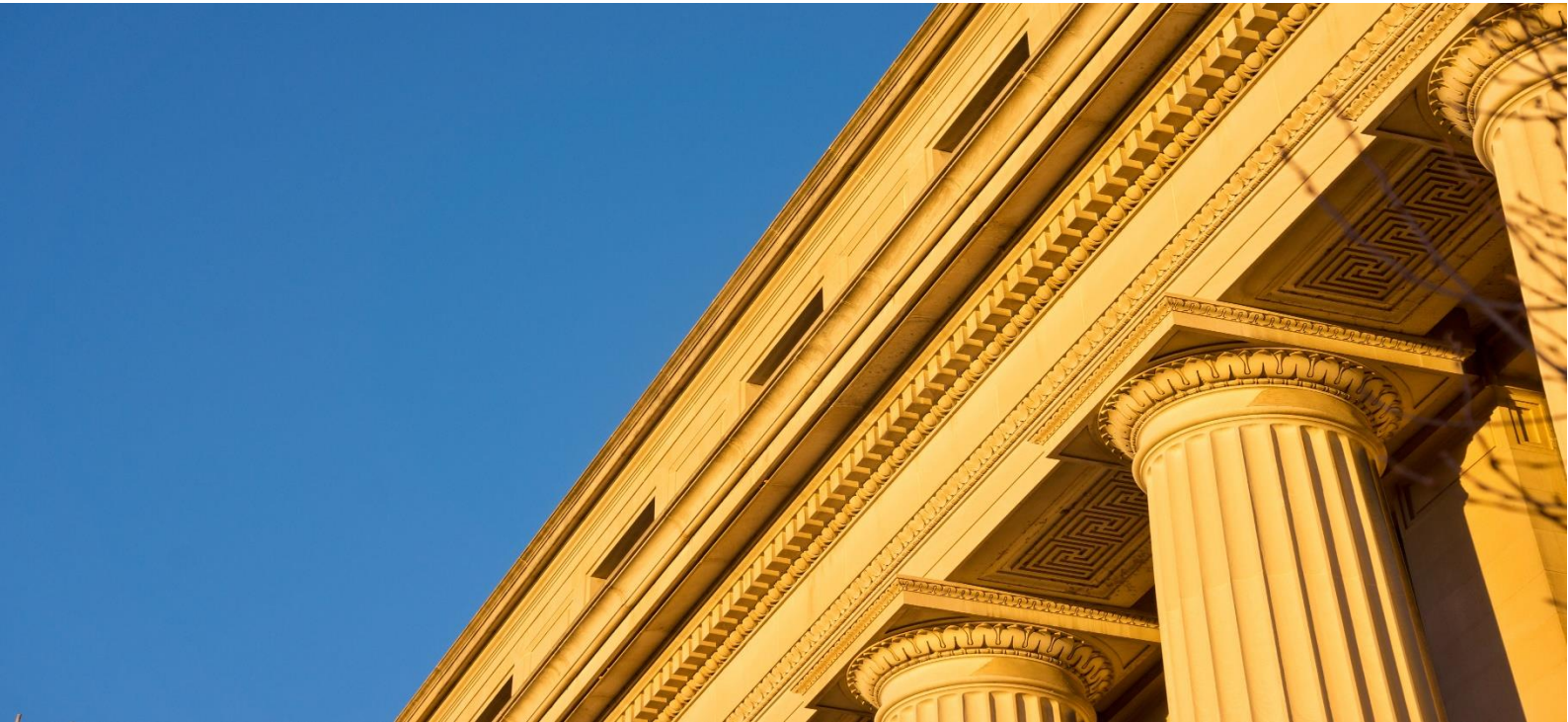




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



VEILLE JURIDIQUE

01-2024

JURISPRUDENCE :

- ❖ **Cass. Civ 2 , 21 décembre 2023 n°22-15.768** : la prescription biennale de l'article L114 – 1 du code des assurances ne s'applique pas aux demandes d'annulation pour dol du contrat d'assurance et ses avenants. L'action en nullité d'un contrat d'assurance vie ou de ses avenants, fondée sur le dol de l'assureur ou de son mandataire, qui repose sur l'existence de manœuvres pratiquées avant la conclusion du contrat, ne dérive pas du contrat d'assurance. Pour déclarer irrecevables comme prescrites les demandes de nullité d'avenants au contrat d'assurance sur la vie fondées sur le dol du courtier, l'arrêt retient que celui-ci a assigné l'assureur après l'expiration du délai de prescription biennale. En statuant ainsi, alors que la prescription prévue à l'article L. 114-1 du code des assurances ne s'applique pas aux demandes d'annulation pour dol du contrat d'assurance et de ses avenants, la cour d'appel a violé les textes susvisés.
- ❖ **Cass Civ 3^{ème} 7 décembre 2023 n° 22-19.463** : Il incombe à l'assuré d'établir l'existence d'une couverture contrat d'assurance dommage ouvrage et son contenu, la fourniture de l'attestation d'assurance et du certificat de garantie provisoire n'étant pas suffisants. En effet, il résulte de l'article L. 112-3 du Code des assurances que si le contrat d'assurance, de même que sa modification, constituent un contrat consensuel, parfait dès la rencontre des volontés de l'assureur et de l'assuré, leur preuve est subordonnée à la rédaction d'un écrit. Ainsi, lorsqu'est contesté le contenu du contrat, la preuve ne peut en être rapportée, selon le cas, que par le contrat ou un avenant signé des parties ou, à défaut, dans les conditions prévues par les articles 1347 et suivants du code civil, dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016, applicable à la cause.
- ❖ **Cass. 1ere Civ. 06 décembre 2023 n°22-21.238 Inédit** : (arrêt Médiateur) - le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime ; qu'en rejetant les demandes indemnitaires des consorts [L] en raison du caractère simplement secondaire du lien de causalité entre la prise d'un médicament défectueux et le décès de M. [L], quand seul comptait le caractère déterminant de l'effet du Médiateur dans le décès, la cour d'appel a violé l'article 1386-1 devenu 1245 du code civil (« *Le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime* ») et l'article 1386-9 devenu 1245-8 du même code (« *Le demandeur doit prouver le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.* »)
- ❖ **Jugement TJ de Paris 5 décembre 2023 La Poste** : Première condamnation d'une entreprise sur la mise en place de son plan de vigilance dans le cadre de la politique RSE (Loi n° 2017-399 relative au devoir de vigilance du 27 mars 2017).
Le Tribunal enjoint La Poste de :
 - compléter le **plan de vigilance** par une cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation,
 - établir des procédures d'évaluation des sous-traitants en fonction des risques précis identifiés par la cartographie des risques,

- compléter son plan de vigilance par un mécanisme d’alerte et de recueil des signalements après avoir procédé à une concertation des organisations syndicales représentatives,
- publier un réel dispositif de suivi des mesures de vigilance.

Cette injonction n’est pas assortie d’une astreinte. Pour rappel au titre de l’article L. 225-102-4 II du code de commerce, lorsqu’une société mise en demeure de respecter les obligations légales n’y satisfait pas dans un délai de trois mois à compter de la mise en demeure, la juridiction compétente peut, à la demande de toute personne justifiant d’un intérêt à agir, lui enjoindre, le cas échéant sous astreinte, de les respecter. Le président du tribunal, statuant en référé, peut être saisi aux mêmes fins.

- ❖ [Le 4 décembre 2023 validation de la CJIP](#) conclue entre le Procureur de la République financier avec les sociétés SEVES GROUP SARL et SEDIVER SAS en novembre 2023 qui comprend le règlement d’une amende d’intérêt public de 13.3M€ et la mise en place d’un programme de conformité anti-corruption contrôlé par l’AFA d’une durée de trois ans. Les faits de corruption d’agents publics étrangers concernant des marchés en RDC, Algérie, Lybie, Nigéria avaient été révélés par une alerte en 2017 lancée par le commissaire aux comptes de SEDIVER.
- ❖ [Cass Civ 2eme 30 novembre 2023 n°22-10.088](#) : Ayant relevé qu’aucune proposition d’indemnisation du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages n’avait été acceptée par la victime dans le délai de cinq ans, impartie à peine de forclusion par l’article R.421-12 du code des assurances, à compter de l’accident dont le responsable était inconnu, une cour d’appel en déduit exactement, sans avoir à rechercher si, en faisant des offres d’indemnisation à la victime alors que cette forclusion était acquise, le Fonds avait pu y renoncer, que l’action judiciaire en indemnisation dirigée contre lui plus de cinq ans après l’accident était irrecevable. (voir aussi [Cass. 2eme civ.30 novembre 2023 n° 22-13.656](#) : Il résulte de l’article 706-5, alinéa 1, du code de procédure pénale, que le délai de forclusion de trois ans impartie par ce texte pour saisir la commission d’indemnisation des victimes d’infractions (CIVI) ne peut être prorogé que s’il n’a pas déjà expiré au jour où des poursuites pénales sont exercées.)
- ❖ [Cass Civ. 2eme 23 novembre 2023 n°21-15.266 inédit](#) : L’assureur d’un véhicule accidenté missionne un expert pour évaluer à l’amiable les dommages. Le conducteur du véhicule conteste les conclusions de cet expert et sollicite la mise en place d’une expertise judiciaire au contradictoire de son assureur et du responsable de l’accident. La Cour d’appel confirme le jugement rendu en première instance et condamne l’assureur du véhicule ainsi que l’expert à prendre en charge les réparations. La Cour de Cassation casse l’arrêt d’appel pour violation de l’article 16 du code de procédure civile en rappelant qu’en l’espèce l’expert automobile était présent aux opérations d’expertise en qualité de représentant de l’assureur et non en son nom propre, que le rapport d’expertise avait été notifié seulement à la compagnie d’assurance, et que ledit rapport n’avait pas été corroboré par d’autres éléments de preuve.
- ❖ [Cass. Com 22 novembre 2023 n°22-14.253](#) : Les travaux réalisés dans un chantier ne correspondent ni à l’exécution d’une expédition maritime, ni à l’exécution d’un contrat de transport de marchandise par voie maritime, opérations qui relèvent, pour leurs parts, des "risques maritimes" pour lesquels un régime d’assurance spécifique est prévue. Le 3 septembre 2010, la société Le Piano barge, exploitant une péniche restaurant a souscrit un contrat d’assurances maritimes corps, risques divers et responsabilité civile du navire. Par un avenant du 3 septembre 2011, la police a été étendue à la couverture des opérations nécessaires à la transformation et l’aménagement du bateau pour l’année 2011, laquelle a été renouvelée par tacite reconduction le 3 septembre 2012. Le 25 octobre 2012, au cours des travaux de rénovation du bateau, un

salarié d'une société intervenant sur le chantier de rénovation a été accidenté. Le 7 janvier 2016, celle-ci a assigné en indemnisation de ses préjudices la société Le Piano barge, qui a assigné en garantie les assureurs. Les assureurs ayant opposé à la société Le Piano barge la prescription biennale de l'article L. 172-31 du code des assurances, l'assuré a soutenu que, n'ayant pas souscrit une police d'assurance maritime, son action était soumise aux règles de prescriptions de l'article L. 114-1 du même code et que, le contrat ne contenant aucune stipulation relative à la suspension ou d'interruption de cette prescription, celle-ci lui était inopposable.

- ❖ **Cass. Com 14 novembre 2023 n° 21-19.146** : L'action en responsabilité intentée à l'encontre d'un dirigeant d'une société civile à raison d'une faute séparable de ses fonctions est soumise, en l'absence de disposition dérogatoire, au délai de prescription quinquennale prévu à l'article 2224 du code civil.

CONFORMITE :

- ❖ **Adoption du 12eme Paquet de sanctions US contre la Russie** visant le commerce des diamants ainsi que les « dark fleets » de navires contournant les régimes de sanctions. Un mécanisme renforcé de contrôle d'identification des navires est en cours et de notification en cas de ventes de pétroliers à des pays tiers. La compagnie d'assurance russe Alfastrakhovanie Group fait l'objet de gel des avoirs.
- ❖ **CSRD - Ordonnance n° 2023 -1142 du 6 décembre 2023¹** : transposition en droit français de la Directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 ²Pour rappel, une filiale en France qui respecte les critères de soumission à la CSRD mais demeure contrôlée par une société mère domiciliée dans l'UE ou hors UE n'est pas tenue de produire un rapport CSRD cette dernière s'en charge.
- ❖ **Succursale et identifiant LEI (Legal Entity Identifier)** : En application de **l'instruction n° 2021-I-23 de l'ACPR**, la succursale française d'un organisme d'assurance dont le siège social est situé au sein d'un pays de l'EEE doit obtenir un LEI distinct de celui de sa maison mère. L'autorité de contrôle de cet organisme doit communiquer à l'ACPR l'identifiant LEI distinct de cette succursale française. Une succursale ne disposant pas de personnalité juridique, son autorité de contrôle demeure l'autorité de contrôle de sa maison mère. Pour obtenir son LEI il faut suivre la démarche sur le site de France LEI.
Les instructions sont des textes de niveau infra-réglementaire. Autrement dit, leur valeur, leur rang dans la hiérarchie des normes, est inférieure à celles des décrets et arrêtés. Bien que les instructions fassent partie de la « soft law », l'ACPR requièrent leur mises en œuvre.

¹ Ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la publication et à la certification d'informations en matière de durabilité et aux obligations environnementales, sociales et de gouvernement d'entreprise des sociétés commerciales

² Directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) no 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

TEXTES :

- ❖ **Lanceurs d'alerte** : mise en œuvre de [la LOI n° 2022-401 du 21 mars 2022](#) visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte dite LOI WASERMAN à compter du 17 décembre 2023 aux entreprises de 50 à 249 salariés. Pour rappel le nouveau mécanisme de lanceur d'alerte prévoit les mesures suivantes :
 - ✓ Le lanceur d'alerte peut choisir entre le signalement interne et le signalement externe à l'autorité compétente, au Défenseur des droits, à la justice ou à un organe européen.
 - ✓ La divulgation publique n'est possible que dans certaines situations. L'alerte publique peut intervenir en cas : d'absence de traitement à la suite d'un signalement externe dans un certain délai, ou de risque de représailles ou si le signalement n'a aucune chance d'aboutir, ou de « danger grave et imminent », ou pour les informations obtenues dans un cadre professionnel en cas de « danger imminent ou manifeste pour l'intérêt général ».
 - ✓ Le Défenseur des droits a la charge d'orienter les lanceurs d'alerte et de réorienter les alertes lorsqu'une autorité externe ne s'estime pas compétente. Tout au long de son parcours, le lanceur d'alerte peut bénéficier de l'appui d'un adjoint au Défenseur des droits ;
 - ✓ La loi renforce les garanties de confidentialité qui entourent un signalement et complète la liste des représailles interdites (intimidation, atteinte à la réputation notamment sur les réseaux sociaux, orientation abusive vers des soins, inscription sur une liste noire...).
 - ✓ Le lanceur d'alerte ne peut être inquiété ni civilement pour les préjudices que son signalement de bonne foi aura causés, ni pénalement pour avoir intercepté et emmené des documents confidentiels liés à son alerte, contenant des informations dont il aura eu accès de façon licite ;
 - ✓ Le juge peut accorder une provision pour frais de justice au lanceur d'alerte qui conteste une mesure de représailles ou une procédure « bâillon » à son encontre (comme une plainte pour diffamation destinée à intimider et réduire au silence le lanceur d'alerte) ;
 - ✓ L'amende civile encourue en cas de procédure « bâillon » contre un lanceur d'alerte est portée 60 000 € ;
 - ✓ Les lanceurs d'alerte peuvent bénéficier de mesures de soutien psychologique et financier par les autorités externes, qu'elles aient été saisies directement ou via le Défenseur des droits ;
 - ✓ Un décret précise la liste des autorités compétentes (dont font partie l'AMF et l'ACPR) pour recueillir et traiter les alertes externes. Ce décret fixe les conditions et délais dans lesquels elles doivent accuser réception des signalements (sept jours max.) et fournir un retour d'information aux lanceurs d'alerte (trois mois ou six mois si cela est justifié)³.

³ Décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.



Le cabinet FB CONSEIL dispense des formations Compliance intra-entreprises et au sein d'organismes certifiés QUALIOPi (CESAM). CONTACTEZ-NOUS !

